TITRE IV

Commissaires aux comptes

Art. 26 — Deux commissaires aux comptes remplissant les conditions légales et nommés par décret sur proposition du ministre des finances, sont placés auprès de la société.

Les commissaires aux comptes exécutent leur mission selon les obligations et dans les conditions prévues pour les sociétés anonymes par les dispositions en vigueur.

Ils procèdent au moins une fois par an, à une vérification de caisse et de comptabilité effectuée à l'improviste.

Ils adressent leur rapport au conseil d'administration. En cas de désaccord, chacun d'eux peut présenter un rapport séparé.

En cas de décès, refus, démission ou empêchement d'un ou des deux commissaires, il est procédé d'urgence à la nomination d'un ou de deux nouveaux commissaires dans les conditions définies ci-dessus.

Les commissaires ont droit à une rémunération fixée par le conseil d'administration après avis du ministre de tutelle.

TITRE V

Etat de prévisions — Inventaire — Bénéfices — Réserves

Art. 27 — L'année sociale commence le 1^{er} novembre et finit le 31 octobre.

Exceptionnellement le premier exercice social commencera à la date de la constitution de la société et se terminera le 31 octobre 1968.

La comptabilité de la société est conforme aux dispositions du plan comptable.

Elle devra être tenue de façon telle que les résultats de chacun des secteurs de la société apparaissent dans des comptes distincts.

Il est établi chaque année par le conseil d'administration un état prévisionnel, un inventaire, un bilan, un compte de profits et pertes.

L'inventaire, le bilan, le compte d'exploitation, le compte de pertes et profits approuvés par le conseil d'administrateurs aux comptes le neuvième jour au plus tard après la clôture de l'exercice.

Art. 28 — L'état prévisionnel est soumis au conseil des ministres pour approbation, au plus tard deux mois après la clôture de l'exercice.

L'inventaire, le bilan, le compte d'exploitation et le compte de pertes et profits approuvés par le conseil d'administration au plus tard un mois après la clôture de l'exercice, sont soumis à l'approbation du conseil des ministres.

Art. 29 — Les produits constatés par l'inventaire après déduction des dépenses et charges d'exploitation des frais généraux, des charges financières des amortissements, des prélèvements nécessaires pour alimenter

le fonds de renouvellement « Palmier à huile » créé par décret n° 67-100 du 24 avril 1967, constituent le bénéfice net.

Le bénéfice net de la société sera affecté à la constitution d'un fonds de réserve déposé auprès de la caisse nationale du crédit agricole.

TITRE VI

Autorité de tutelle

Art. 30 — L'autorité de tutelle de la société nationale pour le développement de la palmeraie et des huileries est le ministre de l'économie rurale.

Il reçoit copie des délibérations du conseil d'administration.

Le ministre de tutelle peut, le cas échéant, provoquer une réunion du conseil d'administration. Il peut également, dans les huit jours qui suivent toute délibération du conseil d'administration, demander un nouvel examen de la question débattue.

Il peut dans les 30 jours suivant la nouvelle délibération du conseil d'administration sollicitée par lui, demander qu'il soit sursis aux décisions prises.

Il rend compte immédiatement de son intervention au conseil des ministres.

La délibération devient exécutoire si l'opposition n'est pas confirmée par le chef de l'Etat, le conseil des ministres entendu, dans le délai de trente jours suivant la date de notification à la société par le ministre de tutelle.

DECRET N° 68-165 du 4-9-68 portant création de l'Ecole Normale Supérieure d'Atakpamé.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 modifiant l'organisation des institutions de la République togolaise ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 portant désignation du Président de la République ;

Vu l'ordonnance n° 16 du 14 avril 1967 portant dissolution du comité de réconciliation nationale et formation du Gouvernement ;

Sur proposition du ministre de l'éducation nationale ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Il est créé à Atakpamé une Ecole Normale Supérieure ayant pour objet la formation du personnel enseignant.

Art. 2 — L'Ecole Normale Supérieure comprend trois sections :

— Une section d'instituteurs et d'institutrices-adjoints (catégorie C)

— Une section d'instituteurs et d'institutrices (catégorie B)

— Une section de professeurs de cours complémentaires, collèges d'enseignement général (CEG) ou collèges d'enseignement secondaire (CES).

Art. 3 — Il est institué auprès de l'Ecole Normale Supérieure :

- une école primaire d'application
- un cours complémentaire (CEG ou CES) d'application destinés à la formation pratique des élèves-maîtres et des élèves-professeurs.

Art. 4 — Un texte d'application précisera l'organisation de l'établissement.

Art. 5 — Le présent décret, qui prend effet pour compter du 30 août 1968, abroge toutes les dispositions antérieures contraires, notamment l'arrêté n° 206-PM-MEN du 23 octobre 1958 et sera publié au *Journal officiel*.

Lomé, le 4 septembre 1968
Gal. E. Eyadéma

ARRETES ET DECISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ARRETE N° 100-PR-INT-APA du 26-8-68 ordonnant le recensement de la population de la circonscription administrative de Sotouboua.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'arrêté n° 384-54/APA du 21 avril 1954 réorganisant l'état civil des personnes du statut coutumier ;

Vu le décret n° 62-89 du 2 juin 1962 portant réorganisation de l'état civil ;

Vu le télégramme n° 38/CAS du 13 août 1968 du chef de circonscription de Sotouboua,

ARRETE :

Article premier — Le recensement de la population de la circonscription administrative de Sotouboua sera effectué sous les ordres du chef de la circonscription de cette localité à partir du 10 septembre 1968.

Art. 2 — Sont applicables aux contrevenants les peines prévues aux articles 33 et 34 de l'arrêté n° 384 du 21 avril 1954, susvisé.

Art. 3 — Le chef de la circonscription administrative de Sotouboua est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 26 août 1968
Gal. E. Eyadéma

Intérim

N° 104-PR du 2-9-68 — Pendant l'absence de MM. Joachim Hunléde, ministre des affaires étrangères, Benoît Malou, ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique, l'expédition des affaires courantes sera assurée :

Au titre du ministère des affaires étrangères
par M. Barthélémy Lambony, ministre de l'information et de la presse

Au titre du ministère du travail, des affaires sociales et de la fonction publique

par M. Paulin Eklou, ministre du commerce, de l'industrie, du tourisme et du plan.

N° 109-PR du 10-9-68 — Pendant l'absence du général Etienne Eyadéma, Président de la République, l'expédition des affaires courantes de la Présidence de la République sera assurée par M. Paulin Eklou, ministre du commerce, de l'industrie, du tourisme et du plan.

Transfert d'officine de pharmacie

N° 106-PR-MSP du 4-9-68 — M. Gonçalves Sébastien, pharmacien, est autorisé à transférer son officine de pharmacie située au n° 36-bis de la Rue d'Atakpamé au n° 29 de la Rue du Commerce à Lomé.

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

ARRETE N° 278-MFE du 3-9-68 instituant une commission sur les précomptes effectués par le trésor public au profit de tiers ou de divers organismes.

LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer et les textes modificatifs subséquents ;

Vu les nécessités du service,

ARRETE :

Article premier — Il est institué une commission de 100 francs sur chaque précompte effectué par le trésor public au titre des cessions — transports, délégations de solde, cessions volontaires de salaire et saisies-arrêts au profit de tiers ou de divers organismes.

Art. 2 — Cette commission sera prélevée d'office sur le salaire ou le traitement du cédant ou du saisi en même temps que la quantité cédée ou saisie.

Art. 3 — Le produit de ladite commission sera réparti comme suit : 75% au profit du budget général (ligne produits divers et accidentels)

25% au profit du personnel du trésor.

Art. 4 — Le trésorier-payeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} septembre 1968 et sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 septembre 1968
B. Djobo